



La Commune



A propos de la consultation Languedoc Roussillon et du « protocole d'accord » des 3 et 23 décembre 2009

Régionales : le débat dans le NPA

A propos de la consultation régionales et du " protocole d'accord " des 3 et 23 décembre 2009

Cela fait des mois que le NPA ne discute que des prochains accords électoraux, délaissant la campagne sur l'interdiction des licenciements qui devait être le levier de notre campagne politique de l'automne. La dérive électoraliste s'accélère localement. Alors que pendant des mois le NPA a défendu l'idée d'un accord national qui n'a pas abouti, aujourd'hui des négociations continuent avec les partis du Front de gauche dans le Languedoc-Roussillon. Alors que le CPN a voté des orientations politiques pour la campagne des régionales, le " projet de protocole d'accord " proposé par le NPA-LR dans ne comporte même pas ces orientations pourtant votées majoritairement nationalement. Pire, le NPA-LR reprend à son compte des orientations politiques qui sont contraires aux principes fondateurs du NPA votés il y a moins d'un an.

Quel rapport de force ?

A aucun moment le " projet de protocole d'accord " du NPA-LR ne développe les bases de nos principes fondateurs, à savoir que la seule condition acceptable pour participer aujourd'hui à un exécutif serait des luttes radicales qui porteraient elles mêmes cette transformation sociale. Nous savons que le seul rapport de force sur lequel nous pourrions nous appuyer pour imposer à la bourgeoisie cette transformation sociale ne sera jamais un rapport de force électoral mais devra être un rapport de force sur le terrain des luttes sociales. Opposé à cette analyse pourtant inscrite dans les principes fondateurs, le NPA-LR discute maintenant du " rapport de force " pour aller aux exécutifs uniquement sur le terrain électoral : " Vue l'orientation social-libérale de Europe Ecologie et du Parti Socialiste même sans Frèche, la participation à des exécutifs avec ces formations ne peut s'envisager que s'il y a un rapport de force conséquent... ". C'est dire que la participation à des exécutifs pourrait, donc s'envisager avec Europe Ecologie et le Parti Socialiste...

Vagues et creux

Le " projet de protocole d'accord " certes met en préliminaire des objectifs nationaux mais tellement vagues - " Le programme intègre un aspect national : rejet de la droite et de sa politique, soutien aux mobilisations sociales et écologiques, mesures de rupture avec le capitalisme, le libéralisme, le social libéralisme et le productivisme. " - que même le PS pourrait les signer.

Le NPA-LR ne met plus en avant " l'interdiction des licenciements ", pourtant voté par le CPN en décembre. Chacun jugera ce que cela peut signifier dans notre région qui est la première nationalement en ce qui concerne le % de chômeurs par rapport à la population active et le taux de pauvreté.

Bref, les mesures proposées localement sont maintenant à l'image de tout ce que le PS, PC, PG, Europe Écologie affirment depuis des années : des mots creux sans réels mots d'ordre qui soient en phase avec ce que mettent en avant les travailleurs en lutte.

Un programme " régional " pour des élections nationales

La limite programmatique pour participer aux exécutifs des Conseil Régionaux, n'est même pas basée sur ces "mesures de rupture avec le capitalisme, le libéralisme, le social libéralisme et le productivisme" et pour cause puisqu'elles ne sont pas même énoncées, mais uniquement sur les mesures du programme électoral pour les régionales. Un programme destiné à être mis en oeuvre dans le cadre exclusif des compétences régionales, comme si la transformation sociale pouvait être construite à l'échelle d'un conseil régional. Ce programme est composé de mesures qui ne sont absolument pas connectées aux revendications sociales qui émergent dans les luttes : lutte contre les licenciements, lutte pour l'augmentation des salaires. Faire un programme électoraliste creux complété de quelques vagues phrases du genre "soutien aux mobilisations sociales et écologiques", le PC a toujours su le faire pour tromper ses militants et électeurs et nous savons où cela l'a mené. Le " projet de protocole d'accord " est un copier-coller de cette démarche du PC que les anticapitalistes combattent depuis des années. Voyons deux chapitres de ce programme :

Récupération.

La région récupérera les " aides fournies aux entreprises qui font des profits et suppriment des emplois ", on oublie que " donner c'est donner et reprendre c'est voler " dans cette société régie par les lois capitalistes, et pourquoi il faut s'arrêter aux entreprises qui suppriment des emplois ? Les autres seraient elles légitimes à recevoir l'argent de nos impôts ? " Les aides de la région au secteur économique (public comme privé) seront soumises à des critères précis...". Il ne s'agit donc pas pour les auteurs de ce texte de supprimer les subventions aux entreprises privées, il faut qu'elles obéissent à certains critères en rien anti-capitalistes, il suffit de les lire pour s'en rendre compte. Le bouquet est que le NPA-LR accepte maintenant des subventions publiques aux entreprises privées (dans le projet de protocole d'accord, il est écrit " les aides au secteur non public [sic] ", nous connaissons le secteur public et le secteur privé et voici qu'on nous invente un secteur de troisième type " le secteur non-public ", ce secteur

non-public est constitué d'associations diverses qui se chargent des tâches que l'Etat a abandonné pour se défaire de fonctionnaires jugés trop nombreux et faire ainsi des économies en détruisant les services publics). La conclusion de ce chapitre "enfin, nous arrêterons les subventions aux entreprises capitalistes, subventions dont nous ne maîtrisons pas l'utilisation " arrive comme un cheveu sur la soupe démentie qu'elle est par ce qui précède.

Réaffirmer la laïcité .

Fin décembre 2007, le conseil régional LR a voté à l'unanimité - du PC au FN - une subvention de près de 4 millions d'euros pour la reconstruction du Lycée confessionnel de la Pierre Rouge. J'ai, ainsi que 3 autres militants laïques, déposé plainte au TA. Nous avons tenu 3 meetings, récolté près de 2000 signatures contre cette décision (maires, conseillers généraux, conseillers municipaux, responsables syndicaux et politiques), manifesté lors de la pose de la première pierre (unique fois où le NPA était présent). Le TA a rendu son jugement et nous a condamnés considérant que la région n'avait pas dépassé le cadre légal des lois Debré et Falloux. Quelles conclusions faut-il tirer de cela ? La loi Debré impose aux collectivités locales (communes, départements et régions) le financement des établissements sous contrat d'association et si l'une d'entre elle s'y oppose le préfet se chargera de lui faire remplir cette obligation. En conséquence le combat politique pour la réalisation du vieux mot d'ordre " fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privé " doit être relié à l'exigence de l'abrogation de toutes les lois anti-laïques, l'un ne va pas sans l'autre. Sinon cela reste un voeu pieux et sans conséquence pratique.

RETOUR AUX PRINCIPES FONDATEURS

Le NPA s'est construit il y a dix mois avec pour objectif politique " le socialisme ", affirmant que pour y arriver il faudrait " une transformation révolutionnaire de la société ".

A propos des élections

Notre objectif exprimé dans les principes fondateurs était clairement " l'expropriation des capitalistes " et l'avènement du " socialisme ". De ce fait, l'intervention sur le terrain électoral du NPA ne doit s'envisager que sous l'angle de ces objectifs fondamentaux. Nous rapportons des extraits des principes fondateurs qui permettent de comprendre comment le NPA envisageait les élections et le changement de société.

" Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population. La logique du système invalide les prétentions de le moraliser, de le réguler ou de le réformer, de l'humaniser, qu'elles soient sincères ou hypocrites. La logique du système contribue par là même à créer les conditions de son renversement, d'une transformation révolutionnaire de la société, en démontrant quotidiennement à quel point il est vrai que le bien-être, la démocratie, la paix sont incompatibles avec la propriété privée des grands moyens de production...

C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. C'est le rapport de forces issu de la mobilisation qui peut permettre la mise en place d'un gouvernement qui imposera des mesures radicales en rupture avec le système et engage une transformation révolutionnaire de la société. ...

En finir avec le système capitaliste, suppose à la fois un bras de fer de longue durée, la force du nombre et une rupture avec l'État et les institutions dont il s'est doté, avec les institutions européennes et mondiales au service des classes dominantes...

Nous participons aux élections pour défendre nos idées, pour rassembler très largement la population autour de notre programme...

Nos élu-e-s refusent de cogérer le système..."

Cela ne veut pas dire ne pas proposer d'accord lors des élections aux réformistes, mais ces accords sont inscrits dans notre démarche fondamentale de militer pour une " transformation révolutionnaire ".

Quel programme ?

Nous ne devons évidemment pas imposer " notre " programme, celui de la transformation révolutionnaire de la société, au PC et PG. Mais nous aurions dû commencer la discussion en proposant des revendications radicales que le PC et le PG devraient accepter s'ils étaient réellement préoccupés des conditions de vie des couches populaires : interdiction des licenciements, 300 € de revalorisation, ... Ces mesures, dites " plan d'urgence social ", sont celles développées par Besancenot en 2007 qui ont attiré une fraction notable des salariés, des électeurs de " la gauche de la gauche ". Ces mesures d'urgence sociales sont intimement liées aux luttes sociales. Elles permettent de populariser dans des élections les mots d'ordre de lutte, et par là poser clairement le fait que " Pour imposer ces mesures, il faut un rapport de force ... que seul un mouvement d'ensemble est susceptible de les imposer ".

Une telle discussion programmatique menée par le NPA-LR nous aurait permis de nous adresser, au-delà des dirigeants du PC et du PG, aux militants et sympathisants de ces partis. En effet, les objectifs politiques du " plan d'urgence social " sont à l'opposé de ceux des dirigeants du PC et du PG, qui veulent gérer le capitalisme. Mais ce " plan d'urgence social " répond aux aspirations des militants de ces partis, aux aspirations des travailleurs en lutte.

En ayant fait arme égale aux européennes avec le FG, le NPA-LR avait les moyens de marquer des points vis-à-vis des militants du PC et du PG à partir d'une telle démarche réellement unitaire.

Premier bilan

Le NPA-LR a cédé sur le programme, il cède aujourd'hui sur la participation à des exécutifs. Peu importe les conditions que le NPA-LR semble mettre pour cette participation, développer l'idée que dans le contexte actuel le NPA-LR pourrait participer à des exécutifs régionaux légitime les directions du PC et du PG, et renforce les illusions sur le rôle potentiel du conseil régional.

Constatant que le NPA-LR décide localement de tourner le dos aux " principes fondateurs " et à une politique réellement anticapitaliste, en accentuant sa dérive électoraliste amorcée depuis juin. Il renforce par là dans ses propres rangs les illusions réformistes et électoralistes. Il renforce les politiques de trahison du PC et PG.

Refusons d'apporter notre caution à cette dérive électoraliste du NPA-LR qui renforce les idées réformistes et les appareils

politiques du PC et PG.

Militons pour construire un NPA qui ait au quotidien une ligne politique réellement anticapitaliste : militer pour l'expropriation des capitalistes, c'est-à-dire militer pour une révolution sociale et politique qui seule permettra aux travailleurs d'imposer le socialisme par de nouvelles formes de pouvoir démocratique.

Jean-Paul (Comité Paillade/Arceaux/Figuerolles - Hérault)

Modifié le mardi 05 janvier 2010

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »